

Renouveau des travaux sur la représentation politique ?¹

Bon an, mal an paraissent une demi-douzaine d'ouvrages consacrés à la représentation politique. L'intérêt pour cette thématique – au cœur de notre discipline s'il en est – ne se dément donc point. Pour bonne part cependant, la littérature concernée demeure normative : engluée dans de sempiternels débats philosophiques ou se focalisant outre mesure sur des questions de représentativité. Le caractère excessivement abstrait, universalisant ou revendicatif de nombreux travaux ne manque pas d'être gênant pour qui nourrit des préoccupations un tant soit peu « scientifiques » et *a fortiori* comparatives. On admettra toutefois que ce genre d'approches est loin d'être négligeable. Au-delà de savantes controverses liées à l'histoire (occidentalo-centriste) des idées politiques, en abordant des sujets tels que la représentation des générations futures ou des espèces non humaines, par exemple, certaines perspectives éthico-philosophiques contemporaines enrichissent sans conteste la réflexion. De même, prenant en considération de nouvelles minorités « dominées », l'optique résolument critique privilégiée dans certains secteurs des sciences sociales sort-elle parfois de ses radicales dénonciations pour explorer utilement des formes originales de représentation, infra-institutionnelles notamment.

Cela dit, les ouvrages collectifs dont il est question ici – publiés par deux maisons d'édition auxquelles on doit plus d'un titre majeur dans le domaine concerné – ne sauraient être taxés de normatifs. Celui d'Oxford University Press, issu d'une enquête dans une quinzaine de pays européens, relève d'une science politique positiviste, quantitativiste qui jongle allègrement avec les variables (in)dépendantes. Celui de Cambridge University Press, adoptant plutôt une démarche qualitative, aborde la représentation politique à l'ère du néolibéralisme en faisant preuve d'une neutralité axiologique de bon aloi. Les deux volumes n'en affichent pas moins leurs thèses respectives : institutionnaliste s'agissant du premier, affirmant le primat du politique en matière de définition des intérêts s'agissant du second. Par ailleurs, des adversaires sont désignés. Le livre dirigé par Kris Deschouwer et Sam Depauw se démarque des lectures mettant en exergue une « crise de la représentation » et postulant un déclin inéluctable des parlements et des partis politiques. Quant au livre dirigé par Peter Hall, ses maîtres d'œuvre s'en prennent (de manière nuancée) à trois types d'interprétations de la représentation politique postulant des déterminismes de nature socio-économique, institutionnelle ou culturelle.

¹ À propos de Kris Deschouwer, Sam Depauw (eds), *Representing the People. A Survey Among Members of Statewide and Sub-State Parliaments*, Oxford, Oxford University Press, 2014 (Comparative Politics), XVI + 270 p., figures, annexe, index ; et Peter A. Hall, Wade Jacoby, Jonah Levy, Sophie Meunier (eds), *The Politics of Representation in the Global Age. Identification, Mobilization, and Adjudication*, New York, Cambridge University Press, 2014, XXII + 242 p., figures, index.

Grandes tendances à l'échelle européenne ?

L'ouvrage publié par les presses de l'Université d'Oxford est le fruit d'une vaste enquête par questionnaire menée auprès des députés de parlements nationaux et le cas échéant régionaux, dans divers pays européens, pour la plupart membres de l'U.E. Les chercheurs se sont toutefois également intéressés à la Norvège, à la Suisse, et même à Israël. Entre deux chapitres, introductif et conclusif, mettant l'accent sur les contraintes des cadres institutionnels, nous sont proposées huit perspectives complémentaires traitant chacune d'un aspect de la représentation politique. Il est classiquement question de perceptions en termes de rôles, mais aussi du type de groupes sociaux prioritairement représentés, de l'action en faveur des femmes, de l'individualisation des représentants, du contrôle de ces derniers par les partis, des relations avec les pairs relevant d'autres formations politiques, du rapport aux circonscriptions, aux médias, et enfin de logiques de carrières.

À quelques détails près, ce livre fait montre d'un louable degré de finition et d'une véritable cohérence en matière d'agencement des chapitres – ce qui n'est pas toujours le cas dans ce genre d'entreprise réunissant plus d'une trentaine de contributeurs. Les hypothèses de départ reposent sur une très solide mobilisation des connaissances théoriques disponibles. Ne serait-ce qu'eu égard aux belles synthèses introductives sur l'état de la recherche s'agissant des différentes problématiques abordées ici, l'ouvrage mérite assurément d'être consulté. Viennent dans un second temps quelques considérations comparatives. Mais l'essentiel du propos est plutôt de dégager *in fine* de grandes tendances transnationales valant pour l'ensemble du continent. D'un point de vue méthodologique, la démarche se révèle sophistiquée, déjouant nombre de pièges potentiels en matière de comparabilité. On n'échappe toutefois pas à quelques redondances (ainsi l'approche en termes de « *focus* » au sein des développements sur les rôles recoupe largement le sujet du chapitre troisième sur la représentation des groupes sociaux) et certaines thématiques, à commencer par celle des rapports entre formations politiques, sont à la limite du hors sujet. Enfin, on note des partis pris étonnants, à l'instar de ce chapitre sur les carrières qui ignore la question du cumul des mandats.

Face à ce genre d'ouvrage, on ne saurait être que partagé entre admiration et scepticisme. On imagine les efforts de coordination qui ont dû être déployés pour mettre en place, mener à bien cette enquête en quatorze langues et aboutir à ce volume. D'un autre côté, avancer tant de fermes conclusions sur la base de taux de réponses aussi faibles – 25 % des députés en moyenne ayant rempli au moins un quart du questionnaire (*sic* !), le taux de réponse étant inférieur à 13 % dans les cas français, britannique et polonais – laisse perplexe. On peut estimer que ce livre apporte des éclairages dignes d'intérêt à côté de travaux ayant exploré, par exemple, les dynamiques de la représentation politique en Europe sur la longue durée². Encore conviendrait-il qu'il soit complété par des observations plus fines. Donnons-en une illustration. Reprenant implicitement et partiellement le modèle analytique en termes de *responsiveness* élaboré par Heinz Eulau dans les années 1970, une distinction est opérée entre *policy* (voter des lois, influencer la politique gouvernementale), *allocation* (obtenir des ressources pour l'ensemble de sa circonscription) et *service* (aider personnellement certains

² Heinrich Best, Maurizio Cotta (eds), *Parliamentary Representatives in Europe, 1848-2000. Legislative Recruitment and Careers in Eleven European Countries*, Oxford, Oxford University Press, 2000 ; Maurizio Cotta, Heinrich Best (eds), *Democratic Representation in Europe. Diversity, Change, and Convergence*, Oxford, Oxford University Press, 2007.

représentés)³. Or, c'est une chose de demander à un député pressé d'indiquer dans le cadre d'un questionnaire fermé quels sont les deux domaines d'action qu'il considère prioritaires ; c'en est une autre d'étudier de près comment il gère respectivement ces types d'attente⁴.

Le livre paraît surtout avoir eu pour dessein de démontrer à quel point les éventuelles divergences repérables d'un pays à l'autre dépendaient de variables d'ordre institutionnel. Sont ainsi mises en avant des explications liées aux types de systèmes électoraux, à l'échelon concerné (national ou régional), mais surtout à l'influence majeure et durable des partis. Les spécialistes qui s'efforcent de porter l'attention sur des formes renouvelées de représentation politique auront beau jeu de rétorquer qu'une telle lecture « par le haut », fortement ancrée dans le domaine des *legislative studies*, ne nous renseigne guère, en fin de compte, que sur les perceptions d'acteurs demeurant au cœur d'un univers politique « traditionnel »⁵.

Grandes tendances globales ?

Le déterminisme institutionnel est précisément ce que rejette, entre autres, l'ouvrage de Cambridge University Press qui s'interroge, quant à lui, sur les modalités actuelles de la représentation des intérêts dans une optique d'économie politique. L'objectif est de proposer une grille d'analyse inédite mettant en évidence, comme le sous-titre l'indique, des dynamiques d'identification, de mobilisation et d'ancrage desdits intérêts. Partant des travaux de Suzanne Berger (et notamment du fait qu'un éleveur de porcs puisse se percevoir à la fois comme exploitant agricole, employeur, catholique, citoyen français, Européen et Breton), les codirecteurs de l'ouvrage insistent tout d'abord sur les chevauchements d'identités, puis sur le caractère éminemment politique des modes de constitution des intérêts. *A contrario* sont considérées comme réductionnistes les approches qui en restent à des visions obnubilées soit par les clivages socio-économiques, soit par le poids des institutions, ou encore qui accorderaient trop d'importance à des logiques culturelles profondément enracinées. À l'ère de la globalisation, selon les promoteurs de ce volume, de telles perspectives seraient dépassées.

S'ensuivent huit études de cas s'inscrivant peu ou prou dans le type de démarche prôné ici. À travers des recherches sur le positionnement de centrales syndicales en France et en Italie, l'émergence de mouvements de consommateurs, ou par exemple les stratégies divergentes de producteurs de vin en Argentine, on voit comment des organisations qui se veulent représentatives parviennent plus ou moins aisément à dégager, promouvoir une certaine ligne et s'assurer de sa propagation. Le processus de représentation se révèle souvent assez fluctuant, hésitant, parfois même intrinsèquement dépendant des phases de mobilisation. On se situe donc très en décalage par rapport à une lecture mécaniste selon laquelle des intérêts préalablement existants et clairement délimités seraient portés par des institutions constituant de simples courroies de transmission. La prise en considération de structures supra-étatiques (Union européenne, cours internationales de justice, réseaux transnationaux divers), dans la

³ Heinz Eulau, Paul D. Karps, « The Puzzle of Representation : Specifying Components of Responsiveness », dans Heinz Eulau, John C. Wahlke (eds), *The Politics of Representation. Continuities in Theories and Research*, Beverly Hills, Sage, 1978, p. 55-69.

⁴ On pense notamment aux si riches recherches empiriques menées par Richard Fenno Jr. qui soulignent remarquablement la complexité du processus de représentation du point de vue des représentants. Cf., entre autres, *Home Style. House Members in their Districts*, New York, Longman, 2003 (1re éd. : 1978).

⁵ S'agissant en revanche des approches « par le bas », on renverra à la récente synthèse de Robin M. Lauermann, *Constituent Perceptions of Political Representation. How Citizens Evaluate their Representatives*, New York, Palgrave Macmillan, 2014 (concernant les États-Unis).

dernière partie du livre, nous est présentée comme venant encore complexifier le tableau, rompant avec les cadres présumés familiers de la représentation à l'échelon national.

Une telle approche n'est sans doute pas aussi originale qu'elle le prétend. Même si ce n'est pas là exactement sa perspective, on peut la rapprocher d'analyses postmodernes insistant sur le caractère de plus en plus éclaté des identités et des intérêts ainsi que sur la nature relativement fluide des processus de représentation⁶. Quoi qu'il en soit, on constate une intention (nettement revendiquée p. 12) d'échafauder un modèle d'interprétation à prétention universelle.

Généralisations

Les écrits autour de la représentation politique ne parviennent décidément pas à se départir de grandes ambitions généralisatrices. C'est le cas bien sûr des approches philosophiques où l'on raisonne volontiers à l'aune de principes considérés comme fondamentaux⁷. C'est largement aussi celui de la veine critique de la sociologie politique qui estime souvent avoir mis en évidence un certain nombre d'éléments récurrents, quel que soit le contexte. L'ouvrage *Representing the People* dont il est question ici relève évidemment d'une tout autre tradition académique mais il est symptomatique de constater à quel point ses contributeurs sont pressés de ramener les dissemblances éventuellement repérables à des explications institutionnelles. Il serait abusif de dire que ce livre d'Oxford University Press n'est pas comparatif ; mais si comparaison il y a, celle-ci est essentiellement d'ordre statistique, préliminaire, tandis que le cœur des discussions concerne plutôt de grandes logiques transnationales (certains types de scrutin encourageant une individualisation plus marquée des candidats, etc.). De fait, à de rares exceptions près (comme quand il est souligné p. 175 que les représentants français assistent peu à des mariages ou des funérailles dans leurs circonscriptions et ne se rendent guère au domicile des représentés, alors que cela se révèle crucial en Irlande, par exemple), on sent à peine les réalités de terrain à travers ce genre d'enquête ; on ne sent pas l'Europe dans sa diversité culturelle. Au sortir de la lecture de ce livre, un étudiant chinois qui n'aurait jamais mis un pied sur le continent n'aurait pas tellement conscience du fait qu'il y a un monde entre, disons, la façon dont la représentation politique est vécue en France et en Norvège, ou en Suisse et au Royaume-Uni... De façon assez similaire, même si plusieurs contributions sont de nature comparative dans le livre publié par Cambridge University Press (l'une d'elles décrivant par exemple comment des logiques programmatiques ont fini par s'imposer dans certains pays d'Amérique latine, tandis que l'Argentine n'arrivait pas à se départir de modes de représentation clientélistes), les auteurs se montrent surtout enclins à promouvoir leur nouvelle grande clé d'interprétation censée ouvrir bien des portes.

Un élément digne d'être souligné, toutefois, est que l'on prend davantage en considération les perceptions de la relation de représentation. Il fut une période où l'on nous mettait fermement en garde contre les glissements de sens auxquels pouvait inciter le terme et où il n'était pas très bien vu de travailler sur « les représentations de la représentation »⁸. Tel n'est plus du tout le cas dans la littérature actuelle et les deux livres commentés ici ne font pas exception à

⁶ Cf., par exemple, Michael Saward, *The Representative Claim*, Oxford, Oxford University Press, 2010.

⁷ Le risque encouru est ici de procéder à une exploration rétroactive en vue d'identifier des étapes qui mèneraient progressivement aux idéaux actuels. Certains philosophes se révèlent toutefois conscients de fortes discontinuités dans les conceptions et les pratiques. À cet égard, cf. notamment Brian Seitz, *The Trace of Political Representation*, Albany, State University of New York Press, 1995.

⁸ Cf. plusieurs contributions dans François d'Arcy (dir.), *La représentation*, Paris, Economica, 1985.

cette évolution. Le problème, malheureusement, est que les lectures proposées sont exagérément constructivistes. D'une manière générale, au sein des sciences sociales contemporaines, on ne compte plus les titres d'ouvrages ou d'articles évoquant la création, l'invention, la fabrication, la construction, la production de ceci ou cela. S'agissant de la représentation, il n'est assurément pas faux, dans bien des cas, de parler d'un « coup de force symbolique » par lequel le représentant tend à façonner l'image du groupe qu'il aspire à représenter (ou celle de sa circonscription pour un député). Mais il est évident que l'on ne peut pas réduire systématiquement les perceptions en matière de représentation à des logiques performatives. Assez souvent, les représentants se révèlent contraints, consciemment ou inconsciemment, par les codes, les visions de ceux qu'ils entendent représenter. Autrement dit, ils sont autant les récepteurs, les dépositaires que les créateurs des représentations impliquées. À cet égard, l'une des grandes conclusions de l'ouvrage collectif dirigé par Kris Deschouwer et Sam Depauw, selon laquelle, au bout du compte, les représentations des parlementaires en Europe demeureraient avant tout modelées par leurs formations politiques respectives (p. 231), mériterait d'être amplement discutée. À travers son insistance sur les processus d'*identification*, de *mobilisation* et d'*adjudication*, sur le primat du politique en matière de constitution des intérêts, et vu son rejet de tout perspectivisme culturel, le très déductif ouvrage de Cambridge University Press aboutit à des généralisations analogues. Si l'on fait passer au second plan les spécificités contextuelles des pays pris en considération (ici la France, l'Italie, le Mexique, le Brésil, etc.), on peut certes avoir la prétention d'avoir élaboré une nouvelle grille de lecture assez abstraite qui serait applicable partout.

Une dernière remarque : les dimensions théâtrales de la représentation politique (qu'il est pertinent de prendre en considération au côté des problèmes de perception et de vicariance) demeurent le parent pauvre de ce genre d'études. Il en est fort peu question ici. Il serait important de ne pas rester éternellement redevables en l'occurrence aux visions souvent partielles de l'anthropologie (Turner, Balandier), de la sociologie (C. W. Mills), de la science politique (à la Edelman), de la sémiologie (Marin), ou de maints historiens qui auront surtout cherché à mettre en exergue des logiques de manipulation, ignorant plus ou moins l'autre facette, c'est-à-dire les contraintes pesant sur celui qui se trouve « en représentation »⁹.

Nombre de travaux récents consacrés à la représentation politique se veulent novateurs. Si innovations il y a, elles sont en général moins liées à des avancées théoriques en tant que telles qu'aux métamorphoses contemporaines de la représentation politique (ainsi qu'à sa fameuse « crise », soit dit en passant, rarement étudiée sous toutes ses facettes) dont lesdits travaux entendent rendre compte. L'abondante littérature concernée, que viennent enrichir les deux livres discutés ici, est finalement assez caractéristique de ce que sont devenues les sciences sociales aujourd'hui. Soit un univers très dispersé au sein duquel diverses traditions poursuivent leur petit bonhomme de chemin sans guère de dialogue entre elles.

Jean-Pascal Daloz – CNRS, SAGE Strasbourg

⁹ Parmi toujours des ouvrages nouvellement parus, voir cependant celui de Jérémie Koering, *Le prince en représentation*, Arles, Actes Sud, 2013, qui évite ce genre de travers.